Zeitschrift: Bulletin de la SHAG : revue annuelle de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève

Herausgeber: Société d'histoire et d'archéologie de Genève

Band: 42 (2012)

Artikel: Du bonheur d'être neutre durant les guerres

Autor: Clavien, Alain

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1002733

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 10.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Du bonheur d'être neutre durant les guerres

Alain Clavien

[Alain Clavien, «Du bonheur d'être neutre durant les guerres», *Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*, 42, 2012, pp.40-44]

Les grandes guerres européennes ont été chaque fois une aubaine pour le *Journal de Genève*. Une aubaine commerciale qui se traduit par une brusque augmentation des ventes. Une aubaine symbolique aussi, qui permet au quotidien genevois de mettre en avant la richesse et la sûreté de son information. Certes, le profit économique est temporaire, parce que la fin des conflits entraîne un retour rapide des ventes à la normale, mais cet afflux d'argent a, par deux fois, remis financièrement en selle un journal confronté à une situation économique désastreuse... Le profit symbolique est lui plus durable, confortant à chaque fois la réputation internationale du journal, ou réanimant l'ambition de jouer un tel rôle [1].

De la feuille locale au quotidien international

Lorsqu'en 1849, Jacques Adert en reprend les rênes, le *Journal de Genève* est un organe de combat conservateur, très engagé dans les polémiques politiciennes locales. Le nouveau rédacteur en chef ne souhaite pourtant pas s'engluer dans ces batailles de tranchées. Après avoir fait passer son journal au rythme quotidien en 1850, il en modifie peu à peu l'équilibre rédactionnel, pour accorder plus de place aux nouvelles internationales.

Les circonstances favorisent ce rééquilibrage.

L'évolution de la situation politique intérieure française tout d'abord. Avec l'arrivée au pouvoir de Napoléon III, en décembre 1851, la presse est en effet brutalement mise au pas. Au lendemain du coup d'Etat, plusieurs mesures législatives soumettent les titres d'opposition à un régime sévère. Ce contexte crée un appel d'air pour le *Journal de Genève*, défenseur des idées libérales, qui peut offrir aux lecteurs français ce qu'ils cherchent dorénavant en vain dans leurs journaux. Paradoxe dû à des horaires politiques différents: alors que dans la Suisse radicale et avancée des années 1850-1860, seule démocratie du continent européen, le *Journal de Genève* fait figure d'opposant de droite, il représente dans la France du Second Empire la voix d'une opposition de gauche modérée.

Par ailleurs, dans le même temps, les tensions politiques genevoises se calment, les conservateurs retrouvant même, certes provisoirement, le pouvoir en 1853. Cet apaisement relatif facilite l'évolution souhaitée par Adert. Lorsque dans les années 1860, la lutte politique reprend de la vigueur, le *Journal de Genève* laisse à d'autres feuilles, *L'Esprit public* (1863) ou la *Démocratie suisse* (1863-1867), le soin de s'engager à fond dans les polémiques locales. Certes, il n'oublie pas la politique genevoise et son éditorial est régulièrement un article doctrinal ou polémique, prenant prétexte d'un article publié par un journal radical auquel on répond de manière véhémente. Ces discussions politiques restent toutefois limitées, elles n'envahissent plus tout le journal comme elles le faisaient avant l'arrivée d'Adert.

En 1865, Adert appelle un jeune publiciste pour le seconder, Marc Debrit. Agé de 32 ans, ce jeune homme

1 Pour les références, je renvoie à mon livre: *Grandeurs et misères de la presse politique. Le match Gazette de Lausanne - Journal de Genève*, Lausanne, 2010.

a fait des études de lettres puis il a travaillé sous la direction du philosophe Ernest Naville. Il a publié déjà deux ouvrages d'études politiques. Candidat à un poste de professeur de français au collège, il vient d'échouer contre un concurrent proche du pouvoir. Il est donc libre pour tenter l'expérience du journalisme.

A la barre depuis vingt ans, Adert a perdu le goût d'écrire. Il continue de diriger le journal, il en relit les épreuves avec soin et entretient son large réseau de correspondance politique et littéraire, mais le jeune Debrit, plein d'enthousiasme, devient rapidement le véritable rédacteur. Après s'être fait la main avec la politique locale, il s'occupe de politique étrangère et rédige le « Bulletin politique », synthèse des événements de politique étrangère commentés d'un point de vue libéral. Durant la guerre franco-allemande de 1870, ce « Bulletin » quotidien, renseigné aux meilleures sources, conforte la réputation du *Journal de Genève* et assoit celle de Debrit.

Contrastant avec les nouvelles tronquées ou mensongères des journaux français, les articles du quotidien genevois sont fabriqués à partir de la lecture critique des journaux anglais, allemands et français et ils passent en revue aussi bien les derniers combats que la tactique prussienne ou les armements des deux belligérants. La richesse de l'information, sa critique serrée, le sens de la synthèse : toutes ces qualités qui feront le renom de Debrit éclatent à ce moment-là. En 1871, ces articles sont du reste réunis en volume et publiés à Genève avant de connaître plusieurs rééditions parisiennes.

Les lecteurs suisses et français du quotidien genevois ne s'y trompent pas : de 4614 qu'il était 1869, le nombre d'abonnés passe à 5666 une année plus tard. Pendant une quinzaine d'années, poursuivant sur cette lancée, le journal connaît une rentabilité exceptionnelle. Non seulement les ventes se maintiennent mais la publicité augmente, le *Journal de Genève* devenant un habitué des grandes campagnes de souscription des compagnies de chemin de fer, de banques ou de sociétés d'assurances suisses ou françaises, des annonces d'emprunt public français, italien ou allemand, des communiqués d'assemblées générales des grandes sociétés internationales...

A partir du milieu des années 1880 toutefois, le *Journal de Genève* entre dans une zone de turbulences. Symptôme clair de cette crise, les ventes fléchissent, en France notamment. En décembre 1885, on constate une baisse de presque 500 abonnés par rapport à l'année précédente, prélude à une dégradation plus lente mais continue jusqu'au tournant du siècle. Même si sa réputation le précède toujours, le *Journal de Genève* n'arrive plus à concurrencer les grands journaux d'information français qui se sont enrichis et ont développé leurs informations.

C'est que la situation française a totalement changé. La chute de l'Empire puis la naissance, difficile, de la IIIe République préparent la refonte générale de la législation sur la presse cristallisée par la loi du 29 juillet 1881, qui assure une complète liberté de presse. La France connaît alors une explosion des titres, une augmentation des tirages et la montée en puissance des quotidiens de masse à diffusion nationale. Désormais libres de leurs mouvements, le *Journal des Débats*, le *Temps* ou le *Figaro* se repositionnent. Ils défendent des positions conservatrices ou modérées, se montrent sensibles à la politique étrangère et aux questions économiques, font place aux rubriques littéraires et mondaines. Destinés à un public bourgeois, ces journaux connaissent une progression remarquable de leurs tirages, celui du *Figaro* par exemple doublant en une dizaine d'années. On comprend pourquoi le *Journal de Genève* voit s'effriter les positions qu'il avait conquises en France.

La disparition de la censure française n'est pas seule responsable des déboires du quotidien genevois outre-Jura. Même s'ils ne sont pas à la pointe du progrès en ces matières, le *Figaro* ou le *Temps* ont intégré les nouvelles pratiques journalistiques, notamment le reportage et l'interview. Le *Journal de Genève* paraît très vieilli en comparaison. Mais Debrit, qui a succédé à Adert, refuse d'écouter les critiques qui lui sont faites ; sans voir qu'elle devient surranée, il demeure obstinément fidèle à la forme des bulletins encyclopédiques. Lors de l'assemblée générale de mars 1887, plusieurs actionnaires interviennent pourtant avec vigueur, à l'image d'Alfred Martin, avocat et professeur de droit à l'Université, qui estime que le bulletin

politique de Debrit ne devrait pas paraître chaque jour:

> il ne se passe pas toutes les 24 heures des événements d'une importance suffisante pour en remplir deux à trois colonnes. Les meilleures choses fatiguent à la longue et le bulletin gagnerait certainement à être rédigé avec plus de sobriété.

Pendant plus de dix ans, le reproche revient régulièrement lors des assemblés générales, augmenté par l'agacement que suscitent les jugements politiques de Debrit, libéral à l'ancienne mode qui ne supporte pas de voir la politique française dominée par le radical-socialisme.

Grande Guerre et bonnes affaires

Au tournant du siècle, avec le départ de Debrit, le *Journal de Genève* réoriente sa ligne rédactionnelle pour donner plus de place à la politique suisse. Puisque les lecteurs français se font plus rares, il cherche à se positionner comme grand quotidien suisse. Il entre ainsi en concurrence directe avec la *Gazette de Lausanne*, qui occupe ce créneau depuis quelques années déjà. Le changement de stratégie éditoriale donne des résultats positifs, puisque les ventes qui s'effritaient depuis vingt ans se stabilisent puis augmentent lentement. Le tirage était de 6900 exemplaires en 1896, il dépasse les 8000 exemplaires en 1905. Mais les ventes ne font pas tout. En fait, dès 1902, le quotidien enregistre des exercices déficitaires que l'on n'arrive pas à corriger. Les recettes augmentent, certes, mais les dépenses plus encore. En 1908, on procéde à une augmentation de capital. Cet apport d'argent frais et une réorganisation de l'administration du journal ne changent rien à la situation. Lors de l'assemblée générale du 3 avril 1914, le président du conseil d'administration annonce que les pertes cumulées dépassent la moitié du capital social de la société et que le *Journal de Genève* est donc techniquement en faillite. La guerre qui vient va sauver le journal.

Dès septembre 1914, les ventes explosent: alors qu'il flirtait avec la barre des 10000 exemplaires avant le conflit, le tirage atteint rapidement les 30000 exemplaires; équipé d'une nouvelle rotative installée à l'automne 1915, le journal tire à près de 60000 exemplaires au moment des grandes batailles de 1916...

Cette augmentation spectaculaire est due en partie à la curiosité des lecteurs suisses qui, avides d'en savoir plus, achètent souvent plusieurs journaux chaque jour. A partir de septembre 1914, elle est due surtout aux fortes ventes en France. La presse hexagonale, censurée et d'un chauvinisme exacerbé, frustre une grande partie de ses lecteurs qui ne sont pas dupes très longtemps et trouvent dans la presse étrangère des renseignements absents dans leurs journaux – les communiqués de guerre du haut-commandement allemand, par exemple. Plusieurs quotidiens suisses profitent de l'appel d'air français, mais le *Journal de Genève* à la réputation internationale solidement établie avant guerre est ici particulièrement bien placé. Sa francophilie mesurée semble par ailleurs gage de son sérieux, même si elle horrifie Romain Rolland. La lecture de correspondances ou de mémoires, voire même de romans, confirme cette situation privilégiée. Que l'on songe au *Journal* d'André Gide par exemple, qui cite plusieurs fois le quotidien genevois – ainsi le 18 septembre 1916:

> on consent à nous laisser connaître aujourd'hui, après quatre ou cinq jours de retard, le communiqué bulgare accusant le nombre de prisonnier roumains fait à Turtukaya. Encore n'est-ce que le *Journal de Genève* qui le donne. Cette atmosphère de mensonge est étouffante, empoisonnante, mortelle.

Mais l'aubaine ne dure qu'un temps. La sortie du conflit, passage brutal d'une période d'abondance à une période de troubles et de disette, va s'avérer périlleuse. Non seulement le retour à des ventes plus modestes diminue les rentrées, mais la forte inflation et la sévère dépression économique de 1919-1923 ébranlent sérieusement le quotidien genevois qui renoue dès 1921 avec les déficits chroniques d'avant-guerre. Les réserves constituées pendant la guerre servent à éponger ces pertes, mais elles fondent rapidement, au point qu'en février 1925, les administrateurs s'interrogent déjà sur l'opportunité d'un appel de fonds pour recapitaliser le journal! Heureusement

pour eux, la renégociation du contrat publicitaire avec Publicitas, bien menée, apporte un répit bienvenu.

Les difficultés économiques ne sont qu'une partie du problème de ces années de transition. Les remous politiques qui secouent Genève après la grève générale de novembre 1918 posent la question du rôle que doit jouer le quotidien. En effet, le paysage politique cantonal se transforme au début des années vingt, avec, à gauche, la forte poussée du parti socialiste et, à droite, l'apparition d'un nouveau parti, l'Union de défense économique, qui a amputé le parti libéral-conservateur de deux tiers de ses membres... Plusieurs actionnaires et administrateurs pressent alors le *Journal de Genève* de revenir dans l'arène locale. D'autres estiment qu'il doit conserver le rang de quotidien international de référence qu'il a été pendant la guerre et qu'il doit profiter de l'installation à Genève de la Société des Nations (SdN). Au terme d'âpres négociations, le dernier groupe l'emporte. En 1924, le *Journal de Genève* engage William Martin pour renforcer la rubrique étrangère. Le choix est excellent en fonction de l'objectif visé. Bien renseigné, cultivant ses contacts avec les nombreuses personnalités que les sessions de la SdN amènent régulièrement à Genève, Martin écrit des articles informés, clairs et impartiaux qui lui valent rapidement une solide réputation en Suisse comme à l'étranger où le journal est très lu. Pendant quelques années, le *Journal* devient ainsi le moniteur officieux de la Société des Nations et l'un des vecteurs apprécié de l'esprit de Genève.

Une divine surprise

Au début des années trente, le contexte change. D'une part, la situation politique genevoise se radicalise, ce qui relance les exigences du groupe qui voudrait voir le quotidien s'impliquer plus dans les luttes politiciennes locales. Or ce groupe a pris du poids: en 1929, il a fallu recapitaliser l'entreprise qui continue à perdre de l'argent et plusieurs souscripteurs de cette opération proviennent justement du parti qui critique la ligne rédactionnelle du *Journal*. Alors qu'en 1927 encore, il estimait ne pas devoir accorder trop d'importance aux actionnaires, «un peu enclin à voir rouge partout», le conseil d'administration est prêt maintenant à les écouter plus attentivement. D'autant que l'idéal qui a entouré puis porté la SdN est en train de s'étioler, l'esprit de Genève s'essouffle. Différentes manœuvres, pas toujours très reluisantes, contraignent William Martin à la démission en janvier 1933. En septembre 1933, c'est Albert Béguin que l'on remercie sèchement après qu'il ait écrit deux articles virulents mais bien renseignés sur les camps de concentration allemands. Sous la houlette du nouveau rédacteur en chef René Payot, le *Journal* diminue sa partie internationale pour s'engager à plein et avec beaucoup de hargne dans la lutte contre le parti socialiste de Léon Nicole.

Ce virage politique désarçonne le lectorat international du journal, qui appréciait les articles pondérés de Martin et n'a que faire des chroniques vitriolées de Payot. Dans le même temps, cet engagement accru dans les affaires politiques genevoises ne lui attire pas les faveurs de ce lectorat local que l'on rêvait d'attirer. Ceux qui goûtent la polémique personnalisée lisent depuis longtemps la *Tribune de Genève*, ou *La Suisse* qui, sous la direction du maurrassien Eugène Fabre, mène depuis plusieurs années l'assaut contre Léon Nicole. Pourquoi lâcheraient-ils ces titres? On le sait, le lecteur attend de son journal des prestations qui correspondent à l'image qu'il s'en fait. Or voilà l'image du *Journal* brouillée, et les ventes s'en ressentent: 400 abonnés de moins en 1933, environ 300 de moins en 1934, soit un recul de 6,3% par rapport à l'année précédente, les ventes au numéro enregistrant, elles, un recul de 4,5%. En 1935, le tirage passe en-dessous de la barre des 10 000 exemplaires, ce qui met le journal dans la position désagréable de devoir rétrocéder à Publicitas une partie des rentrées publicitaires puisque ce chiffre ne correspond pas au minimum contractuel. Au terme d'une longue querelle juridique, on décide de rompre avec le fermier d'annonce et de charger un administrateur du journal de gérer la publicité de l'entreprise. Cela se révèle rapidement une catastrophe. En 1938, une opération de recapitalisation ne donne pas les résultats escomptés,

au grand dépit du conseil d'administration qui en mars 1940, constate, amer, que « nous sommes dans une situation de faillite et il ne nous faut pas compter sur des concours extérieurs pour boucher les trous ». La panique gagne, plusieurs solutions sont évoquées : collaborer avec la *Tribune de Genève*, fusionner avec *La Suisse*, se rapprocher de la *Gazette de Lausanne* à qui l'on adresse une proposition de fusion.

Heureusement, en mai, la guerre, de drôle, devient sérieuse...

Au lendemain de la défaite de mai 1940, la presse française est complètement chamboulée. La plupart des titres nationaux se sont repliés en province où ils tentent de survivre tant bien que mal. A côté des difficultés matérielles, il leur faut faire face à la censure de Vichy, qui se révèle vétilleuse et tâtillone. La zone sud apparaît donc à la presse suisse comme un marché ouvert et plusieurs journaux s'y engouffrent. Le *Journal de Genève* peut compter sur son ancienne réputation et voit son tirage atteindre puis dépasser les 50 000 exemplaires au début 1942. Pour le quotidien genevois au bord de la faillite, cette ouverture est inespérée, d'autant plus que son imprimerie de ville tourne aussi à plein régime, travaillant pour les éditions du Milieu du Monde. Fondée en 1941 par des milieux intellectuels proches du parti libéral-conservateur, cette maison édite de nombreuses collections destinées à la France, avec des tirages de 15 000 exemplaires, sans commune mesure avec les tirages habituels en Suisse romande. Les caisses se remplissent à nouveau, ce qui permet de moderniser l'imprimerie. Au niveau symbolique, le *Journal* rêve de redevenir un grand quotidien international, il ouvre ses portes à plusieurs intellectuels pétainistes de renom, Jaloux, Gillouin, de Lacretelle, Maurras, prend fait et cause pour le nouveau régime et devient un acteur de la vie intellectuelle française. Le rêve se termine en automne 1942. L'occupation allemande de la zone sud referme d'un coup la porte française. Le tirage du *Journal* passe de 60 000 exemplaire à l'automne 1942 à 15 000 au début 1943. En août 1944, le conseil d'administration espère relancer les exportations vers la France, mais les résultats ne sont pas à la hauteur des espérances.

Dès sa sortie de guerre, le *Journal de Genève* retrouve les chiffres rouges. Ses pertes d'exploitation sont heureusement couvertes par les bons résultats de son imprimerie. Mais la situation est-elle tenable à long terme ? Une fois de plus, les administrateurs hésitent sur la ligne à suivre. Certains estiment que l'accent doit être mis sur l'information suisse, d'autres assurent qu'il ne faut pas dégarnir la chronique locale, d'autres ne jurent que par la partie internationale... Le journal navigue à vue, empêtré dans un journalisme de commentaire dans lequel Payot se complaît. Il faudra attendre le tournant des années 1960 pour que, combinant les bénéfices de la publicité financière euphorique des trente glorieuses et les rentrées en hausse de son imprimerie commerciale, le *Journal* se remette en selle et pose les bases qui permettront la « révolution » rédactionnelle des années 1970. Mais ceci est une autre histoire.